



BUDGET 2025

Complément au rapport d'orientations budgétaires

Version au 14 février 2025

Conseil métropolitain du 24 février 2025

La rédaction du rapport d'orientations budgétaires a été finalisée le 31 janvier 2025 pour être transmis aux membres de la commission des finances le 4 février 2025 en vue de la réunion du 10 février 2025.

A cette date du 31 janvier 2025, la loi de finances 2025 n'était pas adoptée, d'où la mention en page 3 de la partie 1 « le contexte d'élaboration du budget primitif pour 2025 » de la seule loi du 20 décembre 2024 spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances.

Le Parlement a adopté définitivement le projet de loi de finances 2025 le 6 février 2025, et il reste encore à franchir l'étape du Conseil constitutionnel en attendant la promulgation de cette loi à la fin du mois du février.

Ce complément au rapport d'orientations budgétaires porte donc sur les principales mesures du projet de loi de finances 2025 qui concernent les collectivités locales et complète donc le point 1.2 des page 3 et 4 de ce rapport.

Le projet de loi de finances 2025 prévoit une ponction sur les recettes moins brutale que ce qui était annoncé initialement : les communes, EPCI, départements et régions devraient contribuer au redressement des finances publiques à hauteur de 2,2 milliards d'euros sur leurs recettes, soit un peu moins de la moitié de l'effort de 5 milliards d'euros qui leur était demandé initialement.

Cette contribution se décompose en deux mesures :

- un gel de la TVA qui coûtera 1,2 milliard d'euros aux collectivités
- la mise en place d'un dispositif de mise en réserve d'un milliard d'euros, appelé Dilico pour « dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales ». Ce dernier ciblera quelque 2 000 collectivités en ponctionnant les recettes des communes et des EPCI à hauteur de 500 millions d'euros, celles des départements de 220 millions et celles des régions de 280 millions d'euros. La somme ainsi prélevée devrait être reversée aux collectivités contributives, par tiers, pendant trois ans.

Une autre mesure porte sur l'amputation du Fonds vert qui va passer de 2,5 milliards à 1,15 milliard d'euros.

S'ajoute encore la hausse de 12 points en quatre ans sur les cotisations employeurs à la caisse de retraite des agents hospitaliers et des collectivités locales (CNRACL) qui pèsera plus d'un milliard d'euros sur les budgets locaux et d'autres réductions de crédits, comme celles sur les opérateurs de l'Etat qui participent aux investissements locaux.

Si la DGF sera finalement revalorisée de 150 millions d'euros, cela se fera en minorant d'autant les crédits de dotation de soutien à l'investissement local (Dsil).